

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : **35698C**

Inscrit le 9 janvier 2015

Audience publique du 21 mai 2015

**Appel formé par
Monsieur, ... (B),
contre un jugement du tribunal administratif du
1^{er} décembre 2014 (n° 35226 du rôle)
en matière d'appel en garantie**

Vu l'acte d'appel inscrit sous le numéro 35698C du rôle et déposé au greffe de la Cour administrative le 9 janvier 2015 par Maître Georges KRIEGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, demeurant à B-..., dirigé contre le jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 1^{er} décembre 2014 (n° 35226 du rôle) l'ayant débouté de son recours en réformation sinon en annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 29 juillet 2014 portant rejet de sa réclamation introduite à l'encontre d'un bulletin d'appel en garantie émis en date du 14 mars 2014 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe de la Cour administrative le 28 janvier 2015 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 26 février 2015 par Maître Georges KRIEGER au nom de Monsieur ... ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Izzate ZEYMOUSSI, en remplacement de Maître Georges KRIEGER, et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Lou THILL en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 23 avril 2015.

En date du 14 mars 2014, le bureau d'imposition Sociétés ... de l'administration des Contributions directes, ci-après « *le bureau d'imposition* », émit un bulletin d'appel en garantie (« *Haftungsbescheid* ») en vertu du § 118 de la loi générale des impôts du 22

mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », à l'encontre de Monsieur ... en sa qualité d'administrateur-délégué de la société anonyme ... S.A., ci-après « *la société* ... », ledit bulletin déclarant Monsieur ... codébiteur solidaire d'un montant de ... euros, en principal et intérêts, au titre de l'impôt commercial communal et de l'impôt sur la fortune dus par la société ... , entre-temps en liquidation judiciaire, pour les années d'imposition 2007, 2008 et 2009.

Le 22 avril 2014, Monsieur ... fit introduire une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après « *le directeur* », à l'encontre du prédit bulletin d'appel en garantie.

Par décision du 29 juillet 2014 (n° C 19675a du rôle), le directeur rejeta comme non fondée la réclamation introduite par Monsieur ... dans les termes suivants :

« Vu la requête introduite le 22 avril 2014 par le sieur, B-..., pour réclamer contre le bulletin d'appel en garantie émis en vertu du §118 de la loi générale des impôts (AO) par le bureau Sociétés ... en date du 14 mars 2014;

Vu le dossier fiscal;

Vu le § 119 alinéa 1^{er} AO, ensemble les §§ 228 et 301 AO;

Considérant que la réclamation a été introduite par qui de droit (§238AO) dans les forme (§249AO) et délai (§245AO) de la loi ; qu'elle est partant recevable;

Considérant que le bureau d'imposition, après avoir constaté que le réclamant était tenu en sa qualité d'administrateur-délégué de la société anonyme ... , actuellement en liquidation judiciaire, de payer sur les fonds administrés les impôts dont la société était redevable et qu'il avait négligé de remplir les obligations qui lui incombait à cet égard aux termes du § 103 AO, l'a déclaré responsable du non paiement de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt sur la fortune dus par la société pour les années 2007, 2008 et 2009 au montant total de ... euros, dont ... euros en principal et ... euros pour intérêts de retard; qu'à cet égard l'omission de verser les sommes échues serait à considérer comme faute grave au sens du § 109 AO;

Considérant que le réclamant fait valoir qu'il n'aurait exercé la fonction d'administrateur-délégué qu'à titre de complaisance alors que ce seraient les frères ... qui auraient effectivement géré la société;

Considérant que le représentant est responsable du paiement des dettes d'impôt de la personne morale qu'il représente dans les conditions prévues aux §§ 103 et 109 AO;

qu'aux termes du § 103 AO il est tenu de remplir les obligations fiscales incombant à la société, notamment de remettre les déclarations fiscales dans les délais

légaux et de payer sur les fonds qu'il gère les impôts dont la société est redevable (CE 20.10.1981 no 6902) ;

que dans la mesure où l'administrateur-délégué, par l'inexécution fautive de ces obligations, a empêché la perception de l'impôt légalement dû, il est, en principe constitué codébiteur solidaire des arriérés d'impôt de la société, conformément au § 109 AO ;

que la responsabilité de l'administrateur-délégué est à qualifier de fautive du moment que les impôts échus, même avant son entrée en fonction, ne sont pas payés sur les fonds disponibles de la société à l'administration ;

Considérant que sa responsabilité, pour les actes par lui accomplis pendant la période de ses fonctions, survit à l'extinction de son pouvoir de représentation (§110 AO) ;

Considérant que sous l'empire du § 118 AO la poursuite du tiers responsable, à la différence de l'imposition du contribuable, est toujours discrétionnaire et exige de ce fait, en vertu du § 2 de la loi d'adaptation fiscale (StAnpG), une appréciation effective et explicite des circonstances qui justifient la décision en raison et en équité (BFH 19 février 1965 StRK § 44 EStG R.13 ; jurisprudence constante pour RTS, notamment BFH 24 novembre 1961, BStBl. 1962.37 ; 3 février 1981, BStBl. 1981 II 493 ; cf. Becker-Riewald-Koch §2 StAnpG Anm. 5 Abs. 3) ;

que l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire implique une motivation quant au principe-même de la mise en œuvre de la responsabilité d'un ou de plusieurs représentants, quant à la désignation du représentant dont la responsabilité est engagée et quant au quantum de sa responsabilité ;

Considérant qu'un manquement à une obligation fiscale découlant du § 103 AO dans le chef de l'administrateur-délégué d'une société n'est pas suffisant pour engager sa responsabilité en application du § 109 alinéa 1 AO et pour voir émettre à son encontre un bulletin d'appel en garantie, le législateur ayant posé à cet égard l'exigence supplémentaire d'une inexécution fautive - « schuldhafte Verletzung » - des obligations du représentant de la société envers le fisc (CA du 22.02.2000, no 11694C) ;

Considérant qu'en l'espèce l'auteur de la décision a révélé les circonstances particulières susceptibles de justifier sa décision de poursuivre le réclamant et de mettre à sa charge l'intégralité des arriérés de la société au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt sur la fortune dus par la société pour les années 2007 à 2009 ;

qu'il développe clairement les raisons qui l'ont conduit à engager la responsabilité de l'administrateur-délégué pour les années d'imposition litigieuses ;

Considérant qu'il se dégage d'une publication au Registre de Commerce et des Sociétés no 793 du 3 août 2004 que lors de l'assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2004, le réclamant a été nommé administrateur-délégué de la société ... ;

Considérant que l'auteur de la décision a également motivé sa décision en ce qui concerne le montant pour lequel la responsabilité du réclamant est engagée en vue des éléments qui précèdent ;

Considérant en effet que le réclamant n'a pas accompli ou veillé à l'accomplissement des obligations qui incombent à la société en cause, et dans le manque de diligence ou de soin apporté à l'exécution des obligations fiscales de la personne morale représentée, notamment dépôt tardif voire aucun dépôt des déclarations fiscales, défaut de publication des bilans au Registre de Commerce et des Sociétés, avec comme conséquence un défaut de paiement des impôts dus ;

Considérant que par ces agissements le réclamant a donc sciemment omis de verser l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt sur la fortune dus par la société pour les années 2007 à 2009 au montant total en principal et intérêts de ... euros et que partant il a empêché la perception de l'impôt légalement dû ;

Considérant qu'il s'ensuit que la responsabilité du réclamant en tant qu'administrateur-délégué de la société visée est incontestablement établie et la mise à charge de l'intégralité des arriérés de celle-ci au titre des impôts ci-avant énumérés est justifiée ;

Considérant par ailleurs, que de même qu'en matière de responsabilité du fait personnel (art.1382 du code civil), l'auteur du dommage ne peut pas s'exonérer en invoquant une prétendue faute d'un tiers, lequel n'entrera en ligne de compte qu'au stade du recours entre les coresponsables, le représentant responsable sur le fondement du § 109 AO ne peut s'opposer à une poursuite au motif qu'elle n'a pas été engagée contre l'autre ; (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 25 septembre 2014, Monsieur ... fit introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision directoriale précitée du 29 juillet 2014.

Dans son jugement du 1^{er} décembre 2014, le tribunal administratif déclara le recours en réformation recevable en la forme, mais au fond le dit non justifié et retint qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation, tout en rejetant comme non fondée la demande en allocation d'une indemnité de procédure formulée par le demandeur et en condamnant celui-ci aux frais de l'instance.

Par requête d'appel déposée au greffe de la Cour administrative le 9 janvier 2015, Monsieur ... a régulièrement relevé appel du jugement du 1^{er} décembre 2014, dont il sollicite principalement l'annulation, sinon subsidiairement la réformation afin de voir annuler la décision directoriale litigieuse du 29 juillet 2014.

A l'appui de son appel, il rappelle d'abord qu'il aurait été nommé administrateur de la société ... par résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 7 juin 2004, son mandat devant prendre fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2009. Il précise encore que la société ... aurait été déclarée en état de liquidation judiciaire par jugement commercial du 5 juin 2013.

En droit, il reproche aux premiers juges d'avoir retenu que le bureau d'imposition aurait motivé valablement sa décision de n'engager que sa seule responsabilité personnelle à travers le bulletin d'appel en garantie litigieux et que ce faisant, le bureau d'imposition n'aurait pas violé le principe d'équité. Se référant aux §§ 2 et 7 (3) de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934, appelée « *Steueranpassungsgesetz* », en abrégé « *StAnpG* », il estime que le bureau d'imposition, confirmé en ce point par le directeur, n'aurait pas indiqué à suffisance les raisons qui l'ont amené à engager sa responsabilité, de même qu'il n'aurait indiqué une quelconque motivation à la base de sa décision d'engager sa responsabilité plutôt que d'agir contre l'un ou l'autre des deux autres administrateurs en fonction pendant la période litigieuse. Il soutient que le seul fait d'avoir été l'administrateur-délégué de la société ... , avec le pouvoir d'engager celle-ci avec la signature conjointe d'un autre administrateur au-delà de la limite de 1.250 euros, ne constituerait pas une motivation suffisante, dès lors que le bulletin d'appel en garantie ne préciserait pas les raisons pour lesquelles l'appel en garantie a été dirigé contre lui et non pas contre les autres administrateurs, et surtout contre Monsieur ... qui aurait été l'administrateur en charge des questions fiscales de la société. Il estime que les raisons invoquées par le bureau d'imposition, tenant à sa qualité d'administrateur-délégué et à l'absence de publications des bilans, seraient le cas échéant de nature à justifier une inexécution fautive au sens du § 109 AO, mais ne permettraient pas de motiver le choix opéré par l'administration des Contributions directes d'engager sa responsabilité plutôt que celle des autres administrateurs. Il en conclut que la décision directoriale ne permettrait pas de dégager les raisons susceptibles notamment en raison et en équité de nature à justifier le choix du bureau d'imposition d'engager sa responsabilité personnelle.

L'appelant reproche ensuite aux premiers juges d'avoir retenu dans son chef l'existence d'une inexécution fautive. Il rappelle qu'en vertu du § 109 AO, le simple constat d'un manquement à une obligation fiscale découlant du § 103 AO ne serait pas suffisant pour engager la responsabilité personnelle du dirigeant au point de pouvoir émettre à son encontre un bulletin d'appel en garantie. Le législateur aurait posé l'exigence supplémentaire d'une inexécution fautive (« *schuldhafte Verletzung* ») par le représentant de la société de ses obligations envers l'administration des Contributions directes. Il estime que l'administration n'aurait pas procédé à une appréciation effective et explicite des circonstances particulières susceptibles de fonder sa décision. En effet, il ressortirait clairement tant du bulletin d'appel en garantie que de la décision directoriale que sa responsabilité personnelle aurait été engagée du fait de sa qualité d'administrateur-délégué et du fait du défaut de publication des bilans. Or, le représentant en charge des questions fiscales aurait été l'administrateur ... et ce serait d'ailleurs cet administrateur qui aurait signé les déclarations pour l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal pour le compte de la société ... et ce serait avec cette

personne que l'administration fiscale aurait échangé des courriers. Quant à la faute invoquée relativement au défaut de publication des bilans, il fait valoir qu'il s'agirait d'une compétence propre du conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article 75 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et non pas d'une compétence propre à l'administrateur-délégué, de sorte que cette faute serait imputable au conseil d'administration dans son ensemble.

L'Etat demande la confirmation du jugement dont appel. Il souligne qu'il ne serait pas contesté que l'appelant aurait revêtu la fonction d'administrateur-délégué de la société ... et qu'il serait mal fondé à vouloir se décharger de sa responsabilité sur les autres administrateurs. Il explique que les conditions de la mise en œuvre de la responsabilité d'un représentant de la société au sens du § 109 AO tiendraient à l'existence d'une faute (« *schuldhafte Verletzung* »), d'un dommage et d'un lien de causalité entre le dommage et la faute. En l'occurrence, la faute du représentant de la société aurait consisté à ne pas avoir accompli ou veillé à accomplir les obligations qui incombent à la société et notamment ses obligations fiscales. Quant au dommage, celui-ci consisterait dans l'insuffisance de l'impôt payé par rapport à l'impôt légalement dû, l'insuffisance pouvant également être le résultat d'une absence de déclaration d'impôt. Le lien de causalité serait caractérisé par le fait que l'insuffisance devrait être la conséquence du comportement du représentant légal de la société. Selon le délégué du gouvernement, la décision directoriale et le bulletin d'appel en garantie indiqueraient à suffisance de droit les motifs qui ont amené l'administration à engager la responsabilité de l'appelant. Cette décision serait par ailleurs justifiée en équité et en droit, dès lors qu'il se dégagerait des éléments du dossier que le bureau d'imposition aurait fait une appréciation effective et explicite des circonstances particulières de l'affaire en cause.

L'appelant insiste dans son mémoire en réplique sur ce que les manquements lui reprochés, à savoir le dépôt tardif, voire le non-dépôt des déclarations fiscales de la société ... , ne seraient pas suffisants pour pouvoir engager sa responsabilité personnelle sur base du § 109 AO. L'inexécution fautive retenue par les premiers juges serait constituée par le non-établissement des comptes sociaux entraînant le non-dépôt des déclarations fiscales. Or, cette faute serait imputable au conseil d'administration, organe collégial, qui décide ensemble. Il estime ainsi qu'il aurait appartenu au bureau d'imposition d'engager la responsabilité des trois administrateurs formant le conseil d'administration de la société ... , puisque la faute retenue à son encontre ne pourrait pas être valablement imputée au seul administrateur-délégué. En outre, la décision litigieuse ne permettrait pas de dégager les raisons susceptibles, en raison et en équité, de justifier le choix de poursuivre l'administrateur-délégué et d'engager sa responsabilité personnelle plutôt que celle du conseil d'administration. Il conclut encore que ce serait à tort que les premiers juges auraient retenu que le bureau d'imposition avait valablement motivé sa décision de poursuivre uniquement l'appelant, et ce sur base d'une faute imputable à l'ensemble du conseil d'administration. La décision violerait ainsi le principe d'équité qui aurait exigé que les trois administrateurs soient poursuivis.

Il convient en premier lieu de déclarer l'appel non fondé en ce qu'il conclut en ordre principal à l'annulation du jugement, étant donné que l'appel ne se trouve soutenu par aucun moyen visant précisément l'annulation de la décision du tribunal.

En ce qui concerne la demande en réformation du jugement entrepris, il est constant que la mise en œuvre de la responsabilité personnelle de l'appelant est fondée sur sa qualité d'administrateur-délégué à la gestion journalière d'une société anonyme, et partant de « *gesetzlicher Vertreter juristischer Personen* » au sens du § 103 AO, ainsi que sur l'inexécution fautive de ses obligations fiscales en cette qualité qui déclenche sa responsabilité personnelle consacrée par le § 109 (1) AO pour les impôts dus par la société représentée et non recouverts du fait de son comportement fautif. Dans cette hypothèse, le § 118 AO confère au bureau d'imposition compétent le pouvoir pour engager la responsabilité personnelle du mandataire pour ces impôts en souffrance en émettant à son encontre un bulletin d'appel en garantie.

Il se dégage encore de ces dispositions légales que le simple constat d'un manquement à une obligation fiscale découlant du § 103 AO n'est pas suffisant pour engager la responsabilité personnelle des dirigeants d'une société en application du § 109 (1) AO et pour voir émettre à leur encontre un bulletin d'appel en garantie, le législateur ayant en effet posé à cet égard l'exigence supplémentaire d'une inexécution fautive (« *schuldhafte Verletzung* ») des obligations du représentant de la société envers l'administration fiscale.

La Cour rejoint les premiers juges en ce qu'ils ont déduit du § 7 (3) StAnpG qui dispose que : « *Jeder Gesamtschuldner schuldet die ganze Leistung. Dem Finanzamt steht es frei an welchen Gesamtschuldner es sich halten will. Es kann die geschuldete Leistung von jedem Gesamtschuldner ganz oder zu einem Teil fordern* », que le pouvoir du bureau d'imposition d'engager une poursuite contre un tiers responsable et, plus particulièrement, contre le représentant d'une société, ne relève pas d'une compétence liée, mais constitue un pouvoir d'appréciation dans son chef et ce à un double titre, d'abord en ce qui concerne l'appréciation du degré fautif du comportement de la personne visée, et, ensuite en ce qui concerne le choix du ou des codébiteurs contre lesquels l'émission d'un bulletin d'appel en garantie est décidée, chaque fois compte tenu des circonstances particulières de l'espèce.

En cas de pluralité de responsables la possibilité de poursuivre simultanément tous les responsables résulte implicitement du § 7 StAnpG qui dispose que ceux qui sont poursuivis en qualité de responsables sont tenus solidairement. Le bureau d'imposition n'est par contre pas obligé de poursuivre tous les coresponsables et peut limiter son recours contre un ou plusieurs d'entre eux. En toute hypothèse, il appartient au bureau d'imposition de relever les circonstances particulières qui ont déterminé son choix.

Quant à l'exercice du pouvoir d'appréciation par l'administration, le § 2 StAnpG dispose que : « (1) *Entscheidungen, die die Behörden nach ihrem Ermessen zu treffen haben (Ermessens-Entscheidungen), müssen sich in den Grenzen halten, die das Gesetz dem Ermessen zieht. (2) Innerhalb dieser Grenzen sind Ermessens-Entscheidungen nach*

Billigkeit und Zweckmässigkeit zu treffen ». L'administration investie d'un pouvoir d'appréciation doit procéder selon des considérations d'équité et d'opportunité et partant se livrer à une appréciation effective et explicite des circonstances particulières susceptibles en raison et en équité de fonder sa décision.

En l'espèce, il se dégage du bulletin d'appel en garantie du 14 mars 2014, confirmé sur réclamation par la décision directoriale litigieuse du 29 juillet 2014, que le préposé du bureau d'imposition a motivé sa décision d'engager la seule responsabilité personnelle de Monsieur ... par sa qualité d'administrateur-délégué à la gestion journalière de la société ... , revêtue depuis l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 7 juin 2004, et par le fait de ne pas avoir accompli ou veillé à l'accomplissement des obligations qui incombent à ladite société et plus précisément de ses obligations fiscales. Il lui reproche plus particulièrement le fait d'avoir procédé au dépôt tardif des déclarations fiscales voire d'avoir omis de déposer ces déclarations à partir de 2010 et de ne pas avoir fait publier les bilans de la société ... , ce qui aurait eu comme conséquence que les impôts dus par ladite société n'auraient pas été payés.

Comme il vient d'être relevé ci-avant, il ne suffit pas d'un simple manquement pour engager la responsabilité du représentant d'une société, mais il faut que ce manquement soit fautif. Or, la Cour est amenée à constater que le directeur, s'il l'a relevé dans sa décision litigieuse, n'a toutefois pas pris position sur le fait que l'appelant était certes l'administrateur-délégué en charge de la gestion journalière de la société ... , mais ne pouvait engager la société par sa seule signature qu'à concurrence d'un montant de 1.250 euros. Au-delà de cette limite, il lui fallait la signature d'un des deux autres administrateurs. Il s'ensuit que l'appelant, s'il était certes investi de la gestion journalière de la société, était toutefois limité dans ses pouvoirs, puisqu'il n'était tout simplement pas en mesure de payer sous sa seule signature des montants dépassant les 1.250 euros, tels les impôts dus par la société Le directeur n'a pas non plus pris position par rapport à l'argument de l'appelant qu'il n'aurait été qu'un administrateur de complaisance, alors que la société aurait en réalité été administrée par les deux frères ... , ses bénéficiaires économiques allégués, ni par rapport à l'argument que ce serait l'administrateur ... qui aurait été l'interlocuteur de l'administration fiscale pour toutes questions fiscales touchant à la société.

Les justifications avancées par le directeur ont ainsi plutôt trait à la question première de l'inexécution fautive par l'appelant des obligations incombant à un administrateur-délégué et susceptible d'engager sa responsabilité sur le fondement du § 109 (1) AO, mais ne permettent pas de motiver le choix d'engager plutôt la seule responsabilité de l'appelant que celle des autres administrateurs.

Dans ces conditions, la décision directoriale déferée ne permet pas de dégager les raisons susceptibles, en raison et en équité, de justifier le choix de poursuivre l'appelant et d'engager sa seule responsabilité personnelle en raison d'un comportement fautif dans son chef plutôt que celle des autres administrateurs. Le directeur a ainsi méconnu l'obligation d'appréciation inhérente à son propre pouvoir concernant le choix de la mise

en œuvre de la responsabilité personnelle d'un administrateur déterminé de la société à l'exclusion de celle des autres administrateurs.

Au-delà du constat que ni le bulletin d'appel en garantie ni la décision directoriale n'indiquent à suffisance les motifs concrets qui ont amené l'administration des Contributions à engager la seule responsabilité de Monsieur ... plutôt que celle des autres administrateurs de la société ... , la Cour estime par ailleurs que l'inexécution fautive retenue dans le chef de l'appelant basée sur sa qualité d'administrateur-délégué à la gestion journalière n'est pas, au vu de ses pouvoirs de représentation limités, de nature à justifier valablement l'appel en garantie litigieux.

Il suit des considérations qui précèdent que la Cour est amenée à réformer le jugement entrepris. Dans la mesure où la Cour n'est toutefois saisie que dans les limites des prétentions de l'appelant, telles que fixées dans sa requête d'appel, par laquelle celui-ci s'est borné à solliciter uniquement, par réformation du jugement entrepris, l'annulation de la décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 29 juillet 2014, elle ne peut qu'annuler la décision directoriale litigieuse, sous peine de statuer *ultra petita*, et renvoyer le dossier audit directeur pour qu'il statue à nouveau sur la réclamation de l'appelant, en tenant compte, cette fois-ci, des exigences de motivation et de justification de l'appel en garantie, telles que relevées ci-dessus.

Monsieur ... sollicite encore l'allocation d'une indemnité de procédure de 3.000 euros tant pour la première instance que pour la procédure d'appel au motif qu'il serait inéquitable de laisser à sa charge les frais non compris dans les dépens, et notamment les frais d'avocat.

L'appelant est à débouter de ses demandes en allocation d'une indemnité de procédure, les conditions de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, auquel renvoie l'article 54 de la même loi, n'étant pas remplies.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

reçoit l'appel en la forme ;

déclare l'appel non fondé en ce qu'il conclut à l'annulation du jugement attaqué ;

au fond, le déclare justifié pour le surplus;

partant, par réformation du jugement du 1^{er} décembre 2014, annule la décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 29 juillet 2014 (n° C 19675a du rôle) et renvoie l'affaire devant ledit directeur en prosécution de cause ;

condamne l'Etat aux dépens des deux instances ;

déboute l'appelant de ses demandes en allocation d'une indemnité de procédure.

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, vice-président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,
Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 27 mai 2016
Le greffier de la Cour administrative